

Séminaire européen : Promouvoir les SIG pour tous – Quel cadre légal européen ?

Bruxelles – 14/15 novembre 2006

Programme et inscription :

www.celsig.org/actualite/seminaire2006.html

Services d'intérêt général

♦ **Cadre légal européen** : La CES (Confédération européenne des syndicats), le 20 septembre dernier, et le CEEP (Centre européen des entreprises à participation publique et des entreprises d'intérêt économique général), le 27 septembre dernier, ont adopté chacun un projet type de cadre légal européen pour les services d'intérêt général. www.etuc.org www.ceep.org. Ces deux textes seront présentés et discutés au séminaire européen organisé à l'initiative du CELSIG les 14 et 15 novembre.

♦ **European Antipoverty Network (EAPN)** : A l'issue de la 17ème assemblée générale (5-7 octobre 2006) d'EAPN, les délégués se sont prononcés, notamment, sur la "déréglementation des services d'intérêt général" : "Nous voulons vivre dans une UE où la protection, la réglementation et la distribution des biens et des services 'de base', essentiels à une vie décente, ne sont pas soumis à la 'liberté des marchés', mais considérés et respectés comme des 'droits sociaux' et des éléments importants de notre patrimoine culturel et du modèle social européen".

Services postaux

La Commission met la dernière main à sa proposition sur l'achèvement du marché intérieur postal et devrait proposer d'ouvrir à la concurrence les services postaux inférieurs à 50g dès 2009, sans remettre en cause la définition existante du service universel.

Cette proposition prévoit que "à partir du 1er janvier 2009, les Etats membres ne peuvent accorder ou maintenir en vigueur des droits spéciaux ou exclusifs pour l'établissement et/ou la fourniture de services postaux". Néanmoins, ceux-ci "devraient avoir la liberté de décider la méthode de financement la mieux adaptée à leur situation particulière". Ils pourront donc utiliser une ou plusieurs des options suivantes i/ assurer la prestation du service universel en recourant à l'appel d'offres conformément à la législation européenne sur la passation des marchés publics ii/ autoriser le prestataire de service universel à transférer tout ou partie des profits dégagés dans ses activités concurrentielles vers ses activités relevant du service universel (subventions croisées internes) iii/ avoir recours aux aides d'Etat sous forme de compensations à des opérateurs en charge d'obligations de service public iv/ établir un fonds de compensation afin de partager le coût net du service universel entre les prestataires et/ou les utilisateurs ; administré par un organisme indépendant, ce fonds servirait à couvrir uniquement les services couverts par le service universel et les Etats membres pourraient subordonner l'octroi des autorisations de prêter des services postaux à l'obligation de contribuer financièrement au fonds de compensation. .../..

European seminar: Promoting SGI for all - Which European legal framework?

Brussels 14/15 November 2006

Program and registration:

www.celsig.org/news/seminar2006.html

Services of interest general

♦ **European legal Framework**: The ETUC (European Trade Unions Confederation), and the CEEP (European Centre of enterprises with public participation and enterprises of general economic interest) adopted, separately, on 20th September for the former and 27th September for the latter, a standard draft for a European legal framework for services of general interest. www.etuc.org, www.ceep.org. These two texts will be presented and discussed at the European seminar organised, on the initiative of the CELSIG, on 14th and 15th November.

♦ **European Antipoverty Network (EAPN)**: At the end of the 17th EAPN general assembly (5-7 October, 2006), delegates resolved, in particular, on the "deregulation of services of general interest": "We want to live in an EU where protection, regulation and the distribution of "basic" goods and services, essential for a decent living, are not subjected to the "freedom of markets", but regarded and respected as "social rights" and as important factors of our cultural inheritance and of the European social model".

Postal services

The Commission is putting final touches to its proposal on the completion of the postal internal market and, should propose to open postal services to competition for items weighing less than 50g starting from 2009, without affecting the current definition of the universal service.

The proposal provides that "from 1st January 2009, Member States will not be allowed to grant or maintain in force special or exclusive rights for the establishment and/or the supply of postal services". Nevertheless, Member States "should have the freedom to decide the method of financing best adapted to their specific situation". They will, therefore, be able to use one or more of the following options i/ ensure the provision of the universal service by resorting to the invitation to tender in accordance with the European legislation on the awarding of public contracts ii/ authorise the universal service provider to transfer all or part of the profits drawn from its activities subjected to competition toward its universal service activities (internal cross-subsidising) iii/ to have recourse to State aid in the form of compensations to operators having the responsibility of public service obligations iv/ set up a compensation fund in order to share the net cost of the universal service between providers and/or users; managed by an independent body, this funds would be used to finance only those services covered by the universal service and Member States could condition the granting of the authorisations to provide postal services to the obligation of a financial contribution to the compensation fund..../..

En matière de tarification, les prix des services postaux devront être "liés aux coûts", mais les Etats membres pourront appliquer "un tarif uniforme" pour les envois individuels sur l'ensemble de leur territoire et dans le reste de l'UE. Les Etats membres auront le choix des mécanismes de contrôle des activités de l'opérateur historique, ils ne seront plus obligés d'assurer le suivi des subventions croisées nécessaires à l'opérateur public pour opérer, mais la séparation comptable des activités relevant du service universel et de la concurrence est maintenue. L'indépendance des autorités nationales de régulation est renforcée, tout opérateur pourra déposer un recours contre leurs décisions, et la coopération des régulateurs au niveau européen est encouragée. Ne sont pas concernés par cette proposition, le droit de disposer les boîtes aux lettres sur le voie publique, l'émission de timbres poste et le service d'envois recommandés dans le cadre de procédure judiciaire ou administrative. La Commission présentera le premier rapport sur la mise en oeuvre de la libéralisation au plus tard le 31 décembre 2011.

Les opérateurs postaux de neuf Etats membres (Belgique, Chypre, France, Grèce, Italie, Hongrie, Luxembourg, Malte, Pologne) ont exprimé leur crainte sur l'efficacité des mesures de financement du service universel qui "n'ont pas fait l'objet de tests économiques et opérationnels ni ne fournissent la sécurité juridique requise". Si elles étaient mises en oeuvre, elles diminueraient même la portée et la qualité du service universel et en restreindrait l'accès ; il est donc "essentiel" que des mesures réellement efficaces soient identifiées et testées avant de supprimer le domaine réservé.

Livre vert PPP

La commission marché intérieur du Parlement européen a adopté, le 10 octobre dernier, à une large majorité, le rapport de Barbara Weiler (PSE, Allemagne) sur le Livre vert sur les partenariats public-privé (PPP). Les députés se déclarent opposés "à la création d'un régime juridique séparé pour les PPP", mais reconnaissent "le besoin d'une initiative législative dans le domaine des concessions". Ils évoquent "la grande insécurité juridique dans l'application des critères de gestion interne ("in house") au regard de la prolifération de la jurisprudence" européenne et appellent la Commission européenne à fournir des "critères" qui laissent aux autorités locales "une marge suffisante" d'appréciation. Selon eux la coopération intercommunale ne devrait pas être soumise au droit européen des marchés publics si cette coopération s'effectue entre collectivités territoriales ; dans le cadre d'une réorganisation administrative ; lorsque les autorités publiques exercent sur l'entité en charge de fournir un service un contrôle analogue à celui qu'elles exercent sur leurs propres services, l'essentiel des activités de ces entités devant être réalisé avec ces mêmes autorités. Le rapport se prononce contre "la création d'une agence européenne sur les PPP" proposée par le Livre vert. En écho à la récente communication sur les marchés publics de faible montant (voir bulletins 201/202 et 203), ils refusent toute législation sur l'attribution de contrats en dessous des seuils européens actuels. Pour sa part, Mme Weiler aurait souhaité une initiative législative pour les PPP institutionnalisés (PPPI), et elle entend déposer des amendements en ce sens en vue du débat en plénière qui devrait avoir lieu en novembre.

Les PPP sont dits institutionnalisés lorsqu'ils impliquent la création d'une entité juridique détenue conjointement par les partenaires, publics et privés et la Commission doit présenter une communication interprétative pour les PPPI fin 2006. Elle étudie également l'opportunité de présenter une directive pour les concessions en 2007 (lire également bulletins 154/155/156 et 184/185).

As regards charges, the prices of postal services should be "linked to the costs", but Member States could apply "a flat rate" for individual mailings throughout their territory and over the rest of the EU. Member States will have the choice of the mechanisms of verifying the activities of the historical operator, they will no longer be obliged to ensure the follow-up of cross subsidies necessary for the public operator to operate, but the accounting separation between activities concerned with the universal service and those under competition is maintained. The independence of national regulation authorities is reinforced, any operator will be able to appeal against their decisions and, co-operation among regulators at the European level is encouraged. Aspects that are not concerned with this proposal are, the right to make available letter-boxes in public places, the issuing of postal stamps and the registered mail service within the framework of legal or administrative procedure. The Commission will present the first report on the implementation of the liberalisation by 31st December 2011, at the latest.

The postal operators in nine Member States (Belgium, Cyprus, France, Greece, Italy, Hungary, Luxembourg, Malta, Poland) expressed their concern on the effectiveness of financing measures of the universal service which "have not undergone economic and operational tests nor do not provide the necessary legal safety". If they were implemented, they would reduce the range and the quality of the universal service and would restrict its accessibility; it is thus "essential" that real efficient measures are identified and tested before scrapping the reserved domain

PPP Green Paper

On 10th October, the internal market committee of the European Parliament adopted, with a large majority, the report by Barbara Weiler (PSE, Germany) on the Green Paper on public-private partnerships (PPP). The deputies are opposed "to the creation of a separate legal status for the PPP", but they acknowledge "the need for a legislative initiative in the area of concessions". They put forward "the high legal insecurity in the application of the criteria of internal management ("in house") as regards the proliferation of European case laws" and call on the European Commission to provide "criteria" which leave local authorities with "a sufficient margin" of appreciation. According to them, the inter-commune co-operation should not be subject to the European law on public procurement where such co-operation involves local authorities; in the case of an administrative reorganisation; where public authorities exert on a service provision entity a control similar to that which they exert on their own services, where most of the activities of these entities are being accomplished with these same authorities. The report is against "the creation of a European agency for the PPP" as proposed by the Green Paper. In reaction to a recent communication on small amount public procurements (see bulletins 201/202 and 203), they refuse any legislation on the attribution of contracts below the current European thresholds. For its part, Ms. Weiler would have hoped for a legislative initiative on the institutionalised PPP (the IPPP), and she intends to submit amendments in this direction in view of a plenary debate which should take place in November.

The PPP are said to be institutionalised when they imply the setting up of a legal entity jointly run by public and private partners and, the Commission will make a interpretative communication on the IPPP by end 2006. It also examining the wisdom of presenting a directive for concessions in 2007 (read also bulletins 154/155/156 and 184/185).

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request..*